



**PRÉFÈTE
DE LA MAYENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
Pôle Risques Chroniques
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint-Barthélémy

Saint-Barthélémy, le 18/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOCIETE LAITIERE DE MAYENNE

413 rue du Terras
53100 Mayenne

Références : 2025-577_SOCIETE LAITIERE DE MAYENNE_INSP_RAP
Code AIOT : 0006301010

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/11/2025 dans l'établissement SOCIETE LAITIERE DE MAYENNE implanté rue de la Tricottière 413 rue du Terras 53100 Mayenne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE LAITIERE DE MAYENNE
- rue de la Tricottière 413 rue du Terras 53100 Mayenne
- Code AIOT : 0006301010
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Laitière de Mayenne est implantée à Mayenne depuis 1969. C'est une SNC dont la société « Groupe LACTALIS » est gérante.

Elle est spécialisée dans la transformation de matières premières issues du lait. Les produits fabriqués sont destinés à l'industrie alimentaire et à l'alimentation animale. Les produits en sortie usine sont donc des poudres de caséine présures et des poudres de lactosérum

Trois types de production sont réalisés sur le site de Mayenne :

- production de caséines à base de lait écrémé : ajout de présure, séparation des protéines par centrifugation, récupération de la caséine, séchage de la caséine en poudre par lit

fluidisé ou par attrition.

- production de poudre de sérum (lactosérums issus de Charchigné et de Craon) : concentration et cristallisation du lactose, séchage par atomisation.
- production de poudre de protéines de sérum.

L'établissement est équipé de plusieurs filtres à manche en sortie des tours d'atomisation du lactosérum (2 filtres par tour de sérum), de la tour des protéines sériques, des attriteurs (2 filtres). L'établissement exploite également une installation de séchage par lit fluidisé dont les rejets atmosphériques sont traités par un cyclone.

L'usine fonctionne 365 j/an.

Thèmes de l'inspection : Air / AN25 Sobriété hydrique / Bruits et vibrations / Eau de surface / Odeur

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	1. Sobriété hydrique	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	/	Demande d'action corrective	2 mois
3	3. Données de prélèvement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	/	Demande d'action corrective	3 mois
4	Surveillance des émissions sonores - Constat de la VI du 03/06/2021	Arrêté Préfectoral du 16/11/2001, article 25.5	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	6 mois
8	Respect des VLE aqueux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-III	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois
11	Modification des conditions d'exploitation - Chaufferie Biomasse	Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 181-46 I	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective	2 mois
12	Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 14-II	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
14	Modification des conditions d'exploitation - Projet WPC	Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 181-46 I et II	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
15	Modification des conditions d'exploitation - Projet Local conditionnement	Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 181-46 I et II	/	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
16	Prévention du risque incendie - Modélisation des effets thermiques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII-1	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
18	Mesure en continu pour les installations de plus de 20 MW	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 28	/	Demande d'action corrective	2 mois
19	Rapport d'incident - Fuite d'ammoniac	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69	/	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	2. Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II et III	/	Sans objet
5	Cuves de fiouls lourds - Constats de la VI du 03/06/2021	Arrêté Préfectoral du 16/11/2001, article 1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
6	Conditions de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
7	Dispositions sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4-III	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
9	Déclaration d'antériorité - Rubrique 1510	Code de l'environnement du 04/12/2015, article L. 513-1 Alinéa 1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
10	Déclaration d'antériorité - Rubrique 4130	Code de l'environnement du 04/12/2015, article L. 513-1 Alinéa 1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
13	Signalement Odeur	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe - Titre II - Point 14	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
17	Programme de surveillance des rejets atmosphériques - Biomasse	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 24-II	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente visite d'inspection a mis en évidence des non conformités pour lesquelles des actions correctives ou des justificatifs sont attendus. Dans l'hypothèse où les actions correctives n'auraient pas été réalisées ou justifiées dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : 1. Sobriété hydrique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété - gestion de l'eau dans l'établissement
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : -utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement du recyclage, de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ; [...]
Constats : L'arrêté préfectoral complémentaire daté du 24 janvier 2020 prescrivait à la Société Laitière de Mayenne la réalisation d'un diagnostic des consommations et de l'utilisation rationnelle de l'eau et d'une étude technico-économique des actions de réduction possibles en situation de sécheresse. Cette étude a été transmise le 10 mai 2022. Ce point de contrôle ne concerne pas l'eau consommée issue du forage présent sur le site. L'eau consommée par la Société Laitière de Mayenne provient principalement du réseau d'adduction en eau potable (AEP). La consommation moyenne en eau est de l'ordre de 1 080 m³/j avec une moyenne annuelle de 394 000 m³ (2018-2019-2020). Le ratio « m³ d'eau rejetée/m³ de matières premières liquides traitées » est de 0,36 en 2020. L'étude précise que, pour une projection d'année de production à 100 %, la consommation en eau potable serait de l'ordre de 512 000 m³/an.

A ce jour, l'arrêté préfectoral modifié du 16 novembre 2001 ne fixe pas de niveau maximum de consommation en eau. Toutefois, la demande d'autorisation d'exploiter ayant abouti à la signature de l'arrêté préfectoral d'autorisation (applicable à l'établissement) mentionne une consommation annuelle de 135 000 m³ (complétée par une consommation annuelle des condensats d'évaporation à hauteur de 280 000 m³).

Le volume d'eau de condensat d'évaporation produit par jour est de l'ordre de 1 294 m³/j, soit environ 470 000 m³/an. L'intégralité des eaux de condensat d'évaporation est réutilisée sur le site, principalement en tant qu'eaux de process (eaux traitées par du dioxyde de chlore).

Un plan d'action de réduction pérenne de la consommation en eau est présenté dans l'étude. Une hiérarchie de chacune des actions a été réalisée sur la base des critères suivants : volume d'économie d'eau, montant de l'investissement, risque sanitaire et difficulté de mise en œuvre de la mesure : 12 actions sont présentées pour une économie d'eau estimée à 70 413 m³/an (17,8 %) pour un investissement total de l'ordre de 150 000 euros.

Au cours de la visite d'inspection du 05/07/2024, l'exploitant avait précisé qu'il s'était déjà engagé dans la mise en œuvre du plan d'action. Au cours de la présente visite d'inspection, un point d'avancement sur la mise en œuvre des actions présentées au sein de l'étude technico-économique de mai 2022 a été effectué. Sur les 12 actions envisagées :

- 8 ont d'ores et déjà été exécutées (actions GEN00, GEN01, NRJ01, NRJ02, NRJ03, NRJ04, NRJ06 et CASE02)
- 1 est en cours (action LACTO03)
- 3 ne sont pas mises en œuvre (actions EAU01, LACTO01 et LACTO05).

Selon l'exploitant, ces actions ont permis de réduire la consommation en eau du site en passant d'un prélèvement de 464 506 m³ en 2022 à 436 164 m³ en 2024. Néanmoins, la quantité d'eau prélevée au réseau en 2024 est supérieure à la consommation moyenne en eau de 394 000 m³ (2018-2019-2020) présentée au sein de l'étude technico-économique de 2022 (Rapport Elodys).

Pendant la visite d'inspection, l'exploitant a admis que l'introduction des process d'extraction des protéines WPC en 2018 et de caséines micellaires en 2021 ont été à l'origine d'une augmentation significative de la consommation en eau sans que les services de l'État en soient informés de manière explicite.

En lien avec les constats du point de contrôle n°12, l'exploitant est tenu de régulariser sa situation en sollicitant explicitement, **avant le 31 janvier 2026**, une demande **motivée, argumentée et justifiée** d'augmentation de la consommation en eau via un dossier de porter à connaissance. Cette demande doit être accompagnée d'objectifs chiffrés de réduction pérenne et l'exploitant doit s'assurer que l'augmentation de la consommation en eau du site n'a pas nécessité de nouvelles autorisations de prélèvement en eau pour la production d'eau potable. L'examen de ce dossier de porter à connaissance pourra aboutir à considérer la demande de modification comme substantielle en cas d'absence d'argumentation justifiée ou de demande disproportionnée par rapport à la situation initialement autorisée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : 2. Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II et III

Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété – connaissance des réseaux

Prescription contrôlée :

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis

à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

III - Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disjoncteurs ou tout autre dispositif équivalent permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ;
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ;
- les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et les points de rejet de toute nature.

Constats :

Au cours de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées un plan des réseaux en version papier. Ce plan daté de 2023 reprend les informations attendues par le présent article. Par courriel en date du 13/11/2025, l'exploitant a transmis ce même plan daté du 30/05/2024. Ce plan en version informatique prend en compte les dernières modifications apportées au site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : 3. Données de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15

Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété – indicateurs sur les volumes de prélèvement

Prescription contrôlée :

Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Le site dispose d'un compteur principal (dénommé VEOLIA) et de huit sous-compteurs répartis de manière linéaire pour chaque branche de consommation d'eau. L'exploitant déclare qu'un suivi journalier de ces compteurs est réalisé. La présence de sous-compteur est censée permettre de disposer d'informations précises sur chaque poste concerné (ligne de production, utilités, nettoyages, ...). Toutefois, l'examen du registre de suivi de la consommation en eau met en évidence que le report de données issues des sous-compteurs n'est pas fiabilisé. Aucune donnée n'est reportée pendant plusieurs mois au sein de plusieurs sous-compteurs (NEP Lacto, Tour 3, ...).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Surveillance des émissions sonores - Constat de la VI du 03/06/2021

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2001, article 25.5

Thème(s) : Risques chroniques, Bruit

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 11/06/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit réaliser dans un délai de 6 mois après la notification du présent arrêté, puis tous les 3 ans, à ses frais, un contrôle des niveaux d'émission sonore générés par son établissement ; le contrôle du niveau de bruit et de l'émergence, aux points reportés sur le plan annexé, sera effectué par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées. Les résultats des mesures (émergence en zone réglementée et niveaux de bruit en limite de propriété de l'établissement) sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées ; en cas de non conformité, ils lui seront transmis et accompagnés de propositions en vue de corriger la situation.

Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe à l'arrêté du 23/01/1997 (basée sur la norme NFS 31.010 - décembre 1996), et dans des conditions représentatives de l'ensemble de la période de fonctionnement de l'établissement ; la durée de chaque mesure est d'une demi-heure au moins.

Constats :

Par courrier daté du 07/01/2025, l'exploitant précise que les travaux de capotage des TARs ont été réalisés. Le rapport de réalisation des travaux est joint au courrier. Des caissons d'insonorisation ont été installés sur les TARs concernées. Dans son courrier, l'exploitant précise qu'une campagne de mesure sera réalisée au cours du 1^{er} trimestre 2025.

Par courriel en date du 05/11/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le rapport de mesures acoustiques n°100249461-001-1 de l'APAVE. Les mesures se sont déroulées le 02/05/2024, avant la mise en oeuvre des mesures correctives. Pendant la visite d'inspection, l'exploitant précise que cette campagne de mesures acoustiques a été réalisée dans le cadre du plan de surveillance triennale. L'exploitant déclare qu'une nouvelle campagne de mesure est planifiée les 28 et 29 janvier 2026 suite à la mise en service de la nouvelle chaufferie Biomasse. Une copie du bon de commande signé a été communiquée à l'inspection. La présence des dispositifs de capotage au sein des TARs a été constatée lors de la visite des installations.

L'exploitant est tenu de transmettre, **avant le 30 juin 2026**, le rapport de mesures acoustiques accompagné, le cas échéant, d'un plan d'action garantissant le respect des émergences acoustiques.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Cuves de fiouls lourds - Constats de la VI du 03/06/2021

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2001, article 1

Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 11/06/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

Rubrique 4734-2

Suppression des cuves de deux cuves de fioul lourds et d'une cuve de graisse animale (200, 300 et 300 m³) à compter du 31/12/2021.

Constats :

Par courrier daté du 07/01/2025, l'exploitant précise que les rétentions des anciennes cuves ont été nettoyées par la société ORTEC le 23/08/2024. Les déchets générés lors de cette opération et ceux encore présents ont été traités en centre spécialisé (ORTEC). Les bordereaux de suivi de déchets

sont joints au courrier et n'appellent pas d'observation de la part de l'inspection.

Au cours de la visite d'inspection, l'exploitant déclare que les fosses de rétention en béton ont été démolies. Une fois les déchets de gravats évacués, des traces de pollutions aux hydrocarbures ont été découvertes. Des travaux de dépollution ont été engagés fin septembre 2025.

Suite à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le rapport de fin de travaux daté du 12/11/2025 rédigé par la société SEREA. (Rapport SER25466-1 de novembre 2025). Ce rapport concerne les travaux de dépollution de la zone concernée. Au total, 140,60 tonnes de sols pollués ont été évacuées hors site en filière agréée vers la plateforme de transit et de traitement de SOLVALOR à La Chapelle-Saint-Aubert (35). Le remblaiement et la remise en état de la fouille ont été réalisés par GIFFARD TERRASSEMENT, mandaté par la SOCIETE LAITIERE DE MAYENNE.

Les résultats d'analyse en Hydrocarbures Totaux (HCT) en fond de fouille mettent en évidence des teneurs inférieures à 50 mg/kg de matières sèches. Des teneurs résiduelles sont toutefois présentes en paroi de fouilles (teneurs comprises entre 1400 et 4 400 mg/kg de MS). Selon le rapport de fin de travaux, *"cet impact semble se limiter à l'épaisseur de remblai mis en œuvre entre le dallage béton de la rétention et le terrain naturel, d'environ 20 à 30 cm"*. L'excavation des sols a été réalisée dans les limites techniques imposées par la configuration du site (avec les voiries à l'est et au sud de la zone et avec les installations à l'Ouest et au nord).

Conformément aux recommandations du rapport, la conservation de la mémoire de cette pollution résiduelle a été effectuée par l'établissement d'une fiche InfoSol au droit de la zone concernée.

La visite des installations a permis de constater l'effectivité des travaux de remise en état. Pour rappel, le rapport de base SER17219/IED-2 de juillet 2020 de la société SEREA ne met pas en évidence d'impact sur la qualité des eaux souterraines au droit du site sur le paramètre Hydrocarbures Totaux. De plus, l'article 6bis-IVb) de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 impose une surveillance de la qualité des eaux souterraines tous les 5 ans.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de rejet
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 11/06/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : <p>Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.</p>
Constats : <p>Par courrier daté du 07/01/2025, l'exploitant précise qu'une demande d'aménagement du point de rejet a été formulée lors d'une réunion avec la ville de Mayenne le 16/09/2024.</p> <p>La ville de Mayenne a sollicité les services de la DDT de la Mayenne le 19/09/2024 pour échanger sur le sujet. Les services de la DDT se sont déplacés sur site le 30/09/2024 en présence de représentants de la ville de Mayenne et de la Société Laitière de Mayenne. Deux sujets ont été abordés :</p> <ul style="list-style-type: none">• La faisabilité d'un busage des écoulements jusqu'à la rivière Mayenne. Les services de la ville

précisent qu'un aménagement du point de rejet au droit de la Mayenne est difficilement envisageable sans dénaturer la morphologie de ce cours d'eau et que tout aménagement sur le cours d'eau s'il devait être décidé devra faire l'objet d'une demande préalable auprès du service Eau et Biodiversité de la DDT de la Mayenne. Par courriel du 01/10/2024, la DDT de la Mayenne a transmis directement un courriel à l'inspection des installations classées précisant qu'un recalibrage ou un busage est clairement à proscrire. Compte tenu de ce qui précède, aucune suite n'est attendue par l'inspection des installations classées sur ce point.

- La formation de mousse sur le cours d'eau. Les services de la ville précisent que le phénomène d'apparition de ces mousses pourrait provenir des conditions d'évacuation des effluents de la station lorsque le réseau de ruissellement et le bras sont peu alimentés. Au cours de la visite d'inspection, l'exploitant garantit que, lorsque la qualité des rejets respecte les Valeurs Limites d'Émission, les rejets d'eau dans le milieu naturel ne peuvent pas être à l'origine de formation de mousse sur le cours d'eau. Compte tenu de ce qui précède, aucune suite n'est attendue par l'inspection des installations classées sur ce point.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Dispositions sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4-III
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 11/06/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : III. - L'exploitant établit les éléments mentionnés aux 1° et 6° au plus tard trois mois après l'entrée en vigueur du présent arrêté. Ces éléments sont à établir par tous les exploitants mentionnés au I de l'article 1 ^{er} . Les exploitants qui ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 tiennent également à la disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs en attestant pour les installations concernées.
Constats : Par courrier en date du 07/01/2025, l'exploitant précise que les procédures ME 043-001 et ME 046 ont été modifiées afin de prendre en compte les observations de l'inspection lors de la dernière visite d'inspection. Les deux procédures citées sont jointes au courrier de l'exploitant et n'appellent pas d'observation de la part de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Respect des VLE aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-III
Thème(s) : Risques chroniques, Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 11/06/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : III. - Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.

<p>Pour les effluents gazeux, les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure.</p> <p>Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.</p> <p>Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle pour les effluents aqueux et sur une base de 24 heures pour les effluents gazeux.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courrier en date du 07/01/2025, l'exploitant précise qu'il a sollicité la commune de Mayenne lors d'une réunion le 16/09/2024 concernant la possibilité de rejeter ses eaux usées traitées dans le réseau de la commune à une température supérieure à 30 °C. Selon l'exploitant, la collectivité a proposé de présenter cette demande au cours d'un prochain conseil municipal. En parallèle, l'exploitant propose de mettre en place un suivi de la température des rejets dans la Mayenne en amont et en aval du point de rejet lorsque la température des effluents dépassent les 30°C en sortie de la station d'épuration. Une procédure a été mise en place (ME 049).</p> <p>Au cours de la présente visite d'inspection, l'exploitant a précisé que, finalement, aucune demande d'aménagement ne sera sollicitée auprès de Mme la Préfète de la Mayenne. L'exploitant a abordé un projet de récupération des calories au sein de la canalisation d'eaux usées industrielles, ce qui induirait une diminution de la température des effluents entrants dans la station d'épuration.</p> <p>L'inspection des installations classées s'interroge fortement sur la suffisance de la mesure envisagée. A ce titre, il convient, sous un délai de trois mois, que l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • qualifie et quantifie (en calories) l'objectif à atteindre (30 °C en sortie) par rapport à l'état actuel (maximum de 36 °C en sortie selon la déclaration de l'exploitant) ; • détermine un plan d'action proportionné et garantissant la possibilité d'atteindre la conformité réglementaire ; • propose un échéancier de mise en œuvre acceptable.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 9 : Déclaration d'antériorité - Rubrique 1510

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 04/12/2015, article L. 513-1 Alinéa 1</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature ICPE</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 11/06/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations qui, après avoir été régulièrement mises en service, sont soumises, en vertu d'un décret relatif à la nomenclature des installations classées, à autorisation, à enregistrement ou à déclaration peuvent continuer à fonctionner sans cette autorisation, cet enregistrement ou cette déclaration, à la seule condition que l'exploitant se soit déjà fait connaître du préfet ou se fasse connaître de lui dans l'année suivant l'entrée en vigueur du décret.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courrier en date du 07/01/2025, l'exploitant a apporté les éléments complémentaires attendus à la déclaration de bénéfice des droits acquis au titre de la rubrique 1510 sollicitée initialement le</p>

12/10/2021. Une proposition de suite à donner sera prochainement soumise à Madame la Préfète de la Mayenne.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Déclaration d'antériorité - Rubrique 4130

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 04/12/2015, article L. 513-1 Alinéa 1

Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature ICPE

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 11/06/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

Les installations qui, après avoir été régulièrement mises en service, sont soumises, en vertu d'un décret relatif à la nomenclature des installations classées, à autorisation, à enregistrement ou à déclaration peuvent continuer à fonctionner sans cette autorisation, cet enregistrement ou cette déclaration, à la seule condition que l'exploitant se soit déjà fait connaître du préfet ou se fasse connaître de lui dans l'année suivant l'entrée en vigueur du décret.

Constats :

Par courrier daté du 07 janvier 2025, l'exploitant confirme ses éléments d'information et s'engage à mettre en place des barrières physiques, à savoir deux sondes de niveau de mesure par poire et sonde radar, dans la cuve d'acide nitrique. Les travaux de mise en conformité étaient planifiés au cours de la semaine 9 de l'année 2025 (du 24/02 au 01/03/2025).

Lors de la visite d'inspection, l'inspection a constaté l'effectivité des mesures annoncées. Une proposition de suite à donner sera prochainement soumise à Madame la Préfète de la Mayenne.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Modification des conditions d'exploitation - Chaufferie Biomasse

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 181-46 I

Thème(s) : Situation administrative, Modification des conditions d'exploitation

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 11/06/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant

Prescription contrôlée :

I. - Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :

1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;

2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;

3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

Constats :

Par courriel en date du 19/05/2025, la Société Laitière de Mayenne a informé l'inspection des installations classées que les essais de la chaufferie biomasse allaient démarrer. L'exploitant a déposé un dossier actualisé (version n°3) le 26/06/2024 suite aux observations formulées au cours

de la visite d'inspection du 11/06/2024. Une proposition de suite à donner sera prochainement soumise à Madame la Préfète de la Mayenne.

Lors de la visite des installations, l'inspection a constaté le fonctionnement de la chaufferie Biomasse.

NOTA 1 : Au sein de cette version n°3 du dossier de porter à connaissance, l'exploitant mentionne qu'une surveillance en continu des paramètres suivants sera réalisée : SO₂, NO_x, Poussières, CO, Oxygène, Température et Pression. Au cours de la visite d'inspection, l'exploitant déclare qu'il s'agit d'une erreur dans le dossier de porter-à-connaissance dans lequel l'exploitant avait considéré l'ensemble des appareils de combustion comme constituant une seule installation de combustion. Or, lors de la conception du projet, la nouvelle chaufferie biomasse a été pensée comme un appareil de combustion appartenant à une installation de combustion distincte. Cette distinction est justifiée par :

- L'éloignement géographique entre l'installation de combustion existante et la nouvelle chaufferie,
- La séparation physique par une voie communale.

Conformément à l'AM du 03/08/2018, cette nouvelle installation de combustion, dont la puissance thermique est inférieure à 20 MW, n'est pas soumise à l'obligation d'équipements de mesure en continu.

NOTA 2 : Au cours de la visite d'inspection, l'exploitant déclare également que la chaudière C3 fonctionnant au gaz naturel a été démantelée au cours de l'année 2025. A ce titre, il convient que l'exploitant notifie officiellement auprès de Mme la Préfète de la Mayenne cette modification des conditions d'exploitation avec l'ensemble des éléments d'appréciation (tableau de nomenclature mis à jour, filière d'élimination des déchets).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 12 : Prélèvements et consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 14-II

Thème(s) : Risques chroniques, Eau

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 11/06/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

L'arrêté d'autorisation fixe si nécessaire plusieurs niveaux de prélèvements (quantités maximales instantanées et journalières) dans les eaux souterraines et superficielles, notamment afin de faire face à une menace ou aux conséquences d'accidents, de sécheresse, d'inondation, ou à un risque de pénurie, parallèlement aux mesures prises pour d'autres catégories d'installations en application des articles R. 211-66 à R. 211-70 du code de l'environnement. Cette limitation ne s'applique pas au réseau d'incendie.

Constats :

En lien avec les constats de la précédente visite d'inspection et ceux du point de contrôle n°1 de la présente visite d'inspection, l'exploitant est tenu de régulariser sa situation en sollicitant explicitement, avant le 31 janvier 2026, une demande motivée, argumentée et justifiée d'augmentation de la consommation en eau via un dossier de porter à connaissance. Cette demande doit être accompagnée d'objectifs chiffrés de réduction pérenne et l'exploitant doit s'assurer que l'augmentation de la consommation en eau du site n'a pas nécessité de nouvelles

autorisations de prélèvement en eau pour la production d'eau potable. L'examen de ce dossier de porter à connaissance pourra aboutir à considérer la demande de modification comme substantielle en cas d'absence d'argumentation justifiée ou de demande disproportionnée par rapport à la situation initialement autorisée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 13 : Signalement Odeur

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article Annexe - Titre II - Point 14

Thème(s) : Autre, Nuisances olfactives

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 11/06/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

Afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les dégagements d'odeurs, l'exploitant établit, met en œuvre et réexamine régulièrement, dans le cadre du système de management environnemental (cf. point 5), un plan de gestion des odeurs comprenant l'ensemble des éléments suivants :

- un protocole précisant les actions et le calendrier ; - un protocole de surveillance des odeurs, éventuellement complété d'une mesure/estimation de l'exposition aux odeurs ou d'une estimation des effets des odeurs ; - un protocole des mesures à prendre pour gérer des problèmes d'odeurs signalés (dans le cadre de plaintes, par exemple) ; - un programme de prévention et de réduction des odeurs destiné à déterminer la ou les sources d'odeurs, à mesurer ou estimer l'exposition aux odeurs, à caractériser les contributions des sources et à mettre en œuvre des mesures de prévention et/ou de réduction.

Les dispositions ci-dessus ne sont applicables que dans les cas où une nuisance olfactive est probable et/ou a été constatée dans des zones sensibles.

Constats :

Par courrier en date du 07/01/2025, l'exploitant propose de mettre en place un plan de gestion des odeurs proportionné comportant les éléments suivants :

- Diffusion d'un questionnaire sur les impacts environnementaux de l'établissement aux voisins définis dans un périmètre.
- Invitation sur site des personnes ayant répondu et visite du site
- Communication des contacts usine
- Mise en place d'une traçabilité et d'une recherche de cause en cas de signalement d'odeurs.
- Mise en application des mesures correctives du site et évaluation de leur effet
- Reporting annuel des incidents et plan d'action et des effets sur le voisinage

Au cours de la visite d'inspection, l'exploitant précise qu'un courrier a été adressé, à environ 60 riverains, le 12 décembre 2024 les invitant d'une part à remplir un questionnaire sur les impacts environnementaux du site et d'autre part à visiter le site. 10 réponses ont été retournées. Le 10 juin 2025, 9 riverains ont été reçus sur le site pour faire visiter l'usine, pour présenter les impacts des installations et les actions en faveur de l'environnement. Cette opération sera réalisée tous les ans.

A ce jour, aucun nouveau signalement n'a été porté à la connaissance de l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Modification des conditions d'exploitation - Projet WPC

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 181-46 I et II
Thème(s) : Situation administrative, Modification des conditions d'exploitation
Prescription contrôlée : <p>I. - Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :</p> <p>1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;</p> <p>2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;</p> <p>3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.</p> <p>La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.</p> <p>II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32-1 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.</p>
Constats : <p>Au cours de la visite d'inspection, l'exploitant a mentionné un projet de modification de ses conditions d'exploitation par le développement d'un procédé d'extractions des protéines du lactosérum (protéines WPC). Un dossier de porter à connaissance devra être transmis à Madame la Préfète de la Mayenné afin de statuer sur le caractère substantiel ou non de la modification envisagée. Au sein de ce dossier, il est attendu les informations ci-après.</p> <p>Au préalable, il convient de présenter l'ensemble des mesures d'évitement, de réduction et de suivi prévues dans le cadre des modifications apportées aux installations, que cela soit en termes d'impact ou de danger, avec l'objectif de limiter au maximum l'incidence des modifications envisagées et d'identifier la procédure appropriée pour la mise en œuvre du projet.</p>
Situation administrative : <ul style="list-style-type: none">• Réglementation concernée par le projet de modification vis-à-vis des législations visées à l'article L. 181-1 du code de l'environnement : tableau indiquant les modifications de situation administrative envisagées en termes de rubriques IOTA et ICPE (situation actuelle, situation future envisagée) : se positionner sur l'ensemble des rubriques actuelles et potentiellement nouvelles ;• Se positionner par rapport aux quantités mentionnées à l'article 2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 novembre 2001• Préciser les modifications apportées à l'établissement <u>depuis la signature de l'arrêté préfectoral d'autorisation de 2001</u> (dernier acte ayant eu une procédure d'autorisation avec enquête publique)• Vérifier que le nouveau process ne nécessite pas l'utilisation de nouvelles substances ou mélanges dangereux• Se positionner vis-à-vis des législations visées à l'article L. 181-2 : détail des procédures visées

- à l'article L. 181-2 potentiellement concernées par le projet de modification
- Situation du projet de modification vis-à-vis des obligations réglementaires d'évaluation environnementale applicable aux modifications ou extensions de projets déjà autorisés (cf. point II de l'article R. 122-2) : classement du projet de modification au regard de toutes les rubriques visées par le tableau annexé à l'article R. 122 - 2 et positionnement par rapport à l'applicabilité de l'évaluation environnementale (systématique ou examen au cas par cas)

Bilan de conformité du site dans sa configuration future (tous projets cumulés) vis-à-vis du BREF FDM et l'AMPG du 27/02/2020

Analyse des impacts (modifications par rapport à la dernière situation autorisée)

- Eau :
 - En cas d'augmentation de la consommation en eau du site, le dossier de PAC devra explicitement mentionner si une révision du volume annuel d'eau est sollicitée et si oui, à quelle hauteur ?
 - Présenter l'ensemble des mesures réalisées relatives aux économies d'eau, les lister et chiffrer les économies
 - Présenter l'ensemble des mesures envisagées relatives aux économies d'eau, les lister et chiffrer les économies espérées
 - Présenter les réutilisations d'eau d'ores et déjà mises en oeuvre (REUSE) et celles envisagées (REUSE et REUTE)
 - Présenter le ou les origines des eaux
 - Présenter la gestion des eaux pluviales si augmentation de la surface imperméabilisée (respect des débits de fuite imposés par les SDAGE/SAGE)
 - S'assurer que la qualité des effluents en sortie des nouvelles installations ne va perturber le fonctionnement de la station d'épuration. Dans le cas contraire, préciser les dispositions prises pour garantir le fonctionnement optimum de la station d'épuration ;
- Qualité des rejets atmosphériques : Décrire les éventuelles incidences
- Déchets : Détails sur la nature et le volume des éventuels nouveaux déchets générés par les installations projetées
- Epandage : Détails des incidences sur la production de boues et sur le plan d'épandage

Analyse des dangers (modifications par rapport à la dernière situation autorisée)

- Identification des dangers et des risques associés aux nouvelles installations,
- Analyse Préliminaire des Risques associée aux nouvelles installations
- Inventaire des mesures de prévention et de protection associées aux nouvelles installations permettant de garantir la maîtrise des effets à l'intérieur des limites d'exploitation
- Définition des éventuelles zones d'effets (thermique, suppression et toxique)
- Prendre l'attache du service Prévention du SDIS pour recueillir son avis

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 15 : Modification des conditions d'exploitation - Projet Local conditionnement

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 181-46 I et II

Thème(s) : Situation administrative, Modification des conditions d'exploitation

Prescription contrôlée :

I. - Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :

1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;

2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;

3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.

II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32-1 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

Constats :

La Société Laitière de Mayenne a déposé un dossier de porter à connaissance le 03 février 2025 relatif à la création d'un nouveau local de conditionnement. L'examen du dossier déposé le 03/02/2025 appelle de la part de l'inspection des installations classées les observations suivantes :

- Page 9 : Présenter de manière détaillée et explicite l'organisation interne du nouveau local de conditionnement.
- Page 15 : Préciser la nature des produits combustibles susceptibles d'être présents, leur classement théorique et leur tonnage maximal
- Page 23 : Confirmer que l'ensemble des eaux pluviales de toitures et de voiries issues des parcelles 21 et 22 de la section BW est collecté.
- Page 23 : Il est précisé qu'en cas d'incendie, un confinement des eaux sera mis en place. Préciser les modalités de ce dispositif de confinement
- Page 26 : Préciser les modalités de surveillance de la qualité de l'air issu de ces rejets
- Page 32 : Présenter les résultats des essais des poteaux incendie en simultané
- Page 33 : Présenter les résultats de la modélisation Flumilog prenant en compte cette extension au titre de la rubrique 1510

Il convient de compléter la demande avec les éléments de réponse aux observations listées ci-dessus.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 16 : Prévention du risque incendie - Modélisation des effets thermiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII-1

Thème(s) : Risques accidentels, Modélisation des effets thermiques

Prescription contrôlée :

L'exploitant élabore avant le 1^{er} janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1^{er} janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m². Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration

du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS "Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.

Constats :

Par courriel en date du 13/11/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection l'étude de dimensionnement de l'intensité des flux thermiques émis en cas d'incendie réalisée par le CNPP (Rapport d'étude n°CR 23 14502 daté du 28/08/2023).

Les phénomènes identifiés comme dangereux par le CNPP sont les suivants :

- PhD1 : effets thermiques générés par l'incendie de la zone A (IPD n°1)
- PhD2 : effets thermiques générés par l'incendie des zones B et C (IPD n°2)

En synthèse et au regard des prescriptions de l'annexe VIII de l'arrêté du 11/04/2017 modifié, l'étude FLUMILOG menée dans le cadre de l'étude sus-mentionnée ne fait pas apparaître de flux supérieur ou égal à 8 kW/m² en dehors des limites du site. Néanmoins, l'examen du rapport d'étude appelle les deux observations suivantes :

- en page 6/31 du rapport, il est renseigné les caractéristiques du stockage (nature et quantités de produits stockés) pour chaque zone. La déclaration d'antériorité modifiée au titre de la rubrique 1510 fait état d'une quantité de 4739 tonnes de matières combustibles (tonnages associés aux rubriques 1510/1530/1532/2663/2160) pour l'IPD A et de 1647 tonnes de matières combustibles (tonnages associés aux rubriques 1510/1530/1532/2663) pour l'IPD B. Il convient de confirmer que les hypothèses considérées dans les modélisations soient cohérentes avec les données déclarées au titre de l'antériorité 1510. A corriger le cas échéant.
- Les modélisations des zones A et C prennent comme hypothèse commune l'incendie d'un unique îlot stocké en masse selon la géométrie spécifique de chacune des zones de stockage (et même palette type). Considérant, par ailleurs, que les hypothèses considérées quant aux dispositions constructives sont très proches pour les deux bâtiments, il est surprenant de constater que des flux de 8 kW/m² apparaissent pour l'incendie de la zone C et non pas pour l'incendie de la zone A. Cette différence de résultats de modélisation est d'autant plus surprenante que la quantité de matières combustibles présentes dans la zone A est trois fois supérieure à celle de la zone C. Ce point est à expliquer et le cas échéant, à corriger.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 17 : Programme de surveillance des rejets atmosphériques - Biomasse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 24-II

Thème(s) : Risques chroniques, Air

Prescription contrôlée :

II. Le premier contrôle est effectué quatre mois au plus tard après la mise en service de l'installation. Tous les résultats de la surveillance sont enregistrés.

Constats :

Par courriel en date du 05/11/2025, la Société Laitière de Mayenne a transmis le rapport APAVE n°135029374-001-1 daté du 25/08/2025 relatif à la surveillance de la qualité des rejets

atmosphériques de la chaufferie Biomasse.

Le rapport fait état d'un dépassement ponctuel du paramètre CO sur une des trois mesures (3e essai). Sur la base des éléments du rapport de mesure, ce dépassement ponctuel résulte de l'absence de réglage de l'installation suite à l'alimentation avec un nouveau lot de combustible (correction du taux d'humidité). La valeur moyenne en CO (252 mg/Nm³) est très proche de la VLE (250 mg/Nm³). L'exploitant doit être vigilant sur le suivi de ce paramètre et veiller au respect de la VLE.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : Mesure en continu pour les installations de plus de 20 MW

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 28

Thème(s) : Risques chroniques, Air

Prescription contrôlée :

I. Pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 20 MW, la concentration en SO₂, en NOx, en poussières et en CO dans les gaz résiduaire est mesurée en continu.

II. La mesure en continu du SO₂ n'est pas obligatoire dans les cas suivants :

- pour les installations de combustion dont la durée de vie est inférieure à 10 000 heures d'exploitation à compter du 1^{er} janvier 2016 ;
- pour les installations de combustion utilisant du fioul lourd dont la teneur en soufre est connue, en cas d'absence d'équipement de désulfuration des gaz résiduaire ;
- pour les installations de combustion utilisant de la biomasse, si l'exploitant peut prouver que les émissions de SO₂ ne peuvent en aucun cas être supérieures aux valeurs limites d'émission prescrites ;
- pour les installations de combustion qui ne sont pas équipées d'un dispositif de désulfuration des gaz résiduaire destiné à respecter les VLE fixées au chapitre II du présent titre ;
- pour les turbines et moteurs ;
- pour les fours industriels autorisés avant le 1^{er} novembre 2010.

Dans ces cas :

- une mesure semestrielle est effectuée ;

l'exploitant réalise une estimation journalière des rejets basée sur la connaissance de la teneur en soufre des combustibles et des paramètres de fonctionnement de l'installation. Les conditions d'application du présent alinéa sont précisées dans le programme de surveillance.

III. La mesure en continu des NOx n'est pas obligatoire dans les cas suivants :

- pour les installations de combustion dont la durée de vie est inférieure à 10 000 heures d'exploitation à compter du 1^{er} janvier 2016 ;
- pour les turbines ou moteurs ;
- pour toute chaudière autorisée avant le 31 juillet 2002 ou qui a fait l'objet d'une demande d'autorisation avant cette date pour autant qu'elle ait été mise en service au plus tard le 27 novembre 2003 et qui n'est pas équipée d'un dispositif de traitement des NOx dans les fumées ;
- pour toute chaudière d'une puissance thermique nominale unitaire inférieure à 10 MW autorisée avant le 1^{er} novembre 2010 ;
- pour tout four industriel autorisé avant le 1^{er} novembre 2010.

Dans ces cas :

- pour les installations de combustion dont la durée de vie est inférieure à 10 000 heures d'exploitation, une mesure semestrielle est effectuée ;
- pour toute chaudière d'une puissance thermique nominale unitaire inférieure à 10 MW autorisée avant le 1^{er} novembre 2010, une mesure semestrielle est effectuée ;
- pour les autres installations, une mesure trimestrielle est effectuée.

Au lieu des mesures périodiques prévues au présent alinéa, d'autres procédures peuvent, après accord du préfet, être utilisées pour déterminer les émissions de NOx. Ces procédures doivent garantir l'obtention de données de qualité scientifique équivalente.

IV. La mesure en continu des poussières n'est pas obligatoire dans les cas suivants :

- pour les installations de combustion dont la durée de vie est inférieure à 10 000 heures d'exploitation à compter du 1^{er} janvier 2016 ;- pour toute chaudière autorisée avant le 1^{er} novembre 2010 ;- pour tout four industriel autorisé avant le 1^{er} novembre 2010.

Dans ces cas :

- pour toute chaudière autorisée avant le 1^{er} novembre 2010, une évaluation en permanence des poussières est effectuée. Cette évaluation peut être remplacée par une mesure annuelle pour les chaudières autorisées avant le 31 juillet 2002 ou qui ont fait l'objet d'une demande d'autorisation avant cette date pour autant qu'elles aient été mises en service au plus tard le 27 novembre 2003 ;- pour les autres installations, une mesure semestrielle est effectuée.

V. La mesure en continu du CO n'est pas obligatoire dans les cas suivants :

- pour les installations de combustion dont la durée de vie est inférieure à 10 000 heures d'exploitation à compter du 1^{er} janvier 2016 ;- pour les turbines et moteurs ;- pour les chaudières autorisées avant le 31 juillet 2002 ou qui ont fait l'objet d'une demande d'autorisation avant cette date pour autant qu'elles aient été mises en service au plus tard le 27 novembre 2003 ;- pour tout four industriel autorisé avant le 1^{er} novembre 2010.

Dans ces cas :

- pour les installations de combustion dont la durée de vie est inférieure à 10 000 heures d'exploitation, une mesure semestrielle est effectuée ;- pour les turbines et moteurs ou les turbines et les moteurs qui utilisent un combustible liquide : après accord du préfet, une surveillance permanente d'un ou de plusieurs paramètres représentatifs du fonctionnement de l'installation et directement corrélés aux émissions considérées peut être réalisée. Dans ce cas, un étalonnage des paramètres est réalisé au moins trimestriellement ;- pour les autres installations, une mesure annuelle est effectuée.

Constats :

Sur le site de Mayenne, deux installations de combustion sont exploitées :

- Installation de combustion n°1 d'une puissance thermique cumulée de 55,87 MW constituée des appareils de combustion suivants : Chaudière C1, Chaudière C2, Chaudière Air chaud C3, Brûleur veine d'air, Groupe électrogène GE1, Groupe électrogène GE2, Groupe électrogène GE3, Groupe électrogène GE4 et Groupe électrogène GE5
- Installation de combustion n°2 d'une puissance thermique cumulée de 16,7 MW constituée de l'appareil de combustion suivant : Chaudière Biomasse

Concernant l'installation de combustion n°2, la puissance thermique cumulée est inférieure à 20 MW et n'est donc pas soumise à une surveillance en continu des rejets atmosphériques.

Concernant l'installation de combustion n°1, la puissance thermique cumulée est supérieure à 20 MW et est donc soumise à une surveillance en continu des rejets atmosphériques. En application de l'article 30 de l'arrêté ministériel du 03/08/2018, les appareils de combustion fonctionnant moins de 500 heures par an sont soumis à des dispositions particulières, ce qui exclut les groupes électrogènes de l'installation de combustion n°1 pour une éventuelle surveillance en continu des rejets. Lors de la visite d'inspection, l'exploitant s'est donc positionné sur les modalités de surveillance obligatoire pour les appareils de combustion suivants : Chaudière C1, Chaudière C2, Chaudière Air chaud C3 et Brûleur veine d'air.

Chaudières C1 et C2 :

L'exploitant déclare que les chaudières ont été autorisées le 16/11/2001.

Polluant	Positionnement	Fréquence de mesure dérogatoire	Fréquence de mesure actuelle	Avis de l'inspection

Monoxyde de carbone (CO)	La mesure en continu du CO n'est pas obligatoire pour les chaudières autorisées avant le 31 juillet 2002 ou qui ont fait l'objet d'une demande d'autorisation avant cette date pour autant qu'elles aient été mises en service au plus tard le 27 novembre 2003.	Annuelle	Trimestrielle	Les appareils de combustion C1 et C2 font partie de la liste des équipements pouvant déroger à la surveillance en continu des rejets en CO. La situation est conforme
Oxydes d'azote (NOx)	La mesure en continu des NOx n'est pas obligatoire pour les chaudières autorisées avant le 31 juillet 2002 ou qui ont fait l'objet d'une demande d'autorisation avant cette date pour autant qu'elles aient été mises en service au plus tard le 27 novembre 2003 et qui n'est pas équipée d'un dispositif de traitement des NOx dans les fumées.	Trimestrielle	Trimestrielle	Les appareils de combustion C1 et C2 font partie de la liste des équipements pouvant déroger à la surveillance en continu des rejets en NOx. La situation est conforme.
Oxydes de Soufre (SO2)	La mesure en continu des SO2 n'est pas obligatoire pour les installations de combustion qui ne sont pas équipées d'un	Semestrielle Estimation journalière des rejets	Annuelle Estimation annuelle lors du calcul des émissions pour le GEREP	Les appareils de combustion C1 et C2 font partie de la liste des équipements pouvant déroger à la surveillance en continu des

	dispositif de désulfuration des gaz résiduels destiné à respecter les VLE fixées au chapitre II du présent titre			rejets en SO ₂ . Toutefois, la fréquence de mesure dérogatoire n'est pas respectée à ce jour. La situation n'est pas conforme.
Poussières totales	La mesure en continu des poussières n'est pas obligatoire pour toute chaudière autorisée avant le 1er novembre 2010	Annuelle	Annuelle	Les appareils de combustion C1 et C2 font partie de la liste des équipements pouvant déroger à la surveillance en continu des rejets en Pt. La situation est conforme.

Chaudière C3 :

Au cours de la visite d'inspection, l'exploitant déclare que la chaudière C3 fonctionnant au gaz naturel a été démantelée au cours de l'année 2025. A ce titre, il convient que l'exploitant notifie officiellement auprès de Mme la Préfète de la Mayenne cette modification des conditions d'exploitation avec l'ensemble des éléments d'appréciation (tableau de nomenclature, filière d'élimination des déchets).

Brûleur en veine d'air :

Au cours de la visite d'inspection, l'exploitant déclare que les gaz de combustion issus de cet équipement sont intégrés au process de fabrication des poudres et qu'à date, aucune mesure n'a été réalisée. L'inspection des installations classées considère que la qualité des rejets atmosphériques de cet équipement est réglementée par les dispositions de l'arrêté ministériel du 27/02/20 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Cet équipement fait partie intégrante de l'outil de production relevant de la rubrique 3642.

Suites à donner :

- Appareils de combustion C1 et C2 : Ces appareils de combustion font partie de la liste des équipements pouvant déroger à la surveillance en continu des rejets en SO₂. Toutefois, la fréquence de mesure dérogatoire n'est pas respectée à ce jour. La situation n'est pas conforme.
- Appareil de combustion C3 : il convient que l'exploitant notifie officiellement auprès de Mme la Préfète de la Mayenne la mise à l'arrêt de cet appareil de combustion avec l'ensemble des éléments d'appréciation (tableau de nomenclature, filière d'élimination des déchets).

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 19 : Rapport d'incident - Fuite d'ammoniac

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Fuite d'ammoniac
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Au cours de la visite d'inspection, l'exploitant précise à l'inspection des installations classées qu'un incident est en cours au sein de la salle des machines fonctionnant à l'ammoniac. L'exploitant précise les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Depuis juin 2025, plusieurs arrêts de l'installation de froid sans en connaître la cause sont survenus ; • Au mois d'août 2025, de l'ammoniac (495 kg) a été ajouté (pour cause de niveau bas dans la bouteille BP) sans qu'aucun système de détection de fuite ne se déclenche ; • En septembre 2025, l'installation de production de froid a été mise à l'arrêt pour rechercher une potentielle fuite. Une fuite d'ammoniac a été identifiée sur une tuyauterie de NH₃ dans le condenseur n° 1 le 04/09/2025. • les propositions d'actions préventives suivantes sont annoncées : <ul style="list-style-type: none"> ◦ Mise en place d'un relevé hebdomadaire du niveau de la monture bouteille BP pour suivre les fluctuations et intervenir avant fonctionnement dégradé de l'installation ◦ Ajout dans l'automate d'une pré-alarme niveau bas de l'ammoniac dans la bouteille BP (temporisé pour compenser les mouvements normaux dans la bouteille) <p>Avant tout examen des informations annoncées lors de la visite d'inspection, il convient de constater que l'exploitant n'a pas notifié, dans les meilleurs délais, cet incident qui aurait pu avoir des conséquences graves. L'inspection rappelle cette obligation à l'exploitant. En cas de nouveau manquement, des suites administratives et pénales pourront être proposées.</p> <p>Sur le fond de l'incident, l'inspection des installations classées s'interroge de l'absence de détection pour une fuite estimée, au jour de la visite d'inspection à 495 kg. Il convient que l'exploitant justifie la pertinence de l'implantation des détecteurs et de leur bon fonctionnement.</p> <p>L'exploitant est tenu de transmettre, <u>sous un délai de 15 jours</u>, un rapport d'incident contenant l'ensemble des éléments listés au sein du présent article. La transmission du rapport d'incident est complétée par la transmission du document justifiant l'implantation des détecteurs, de la liste des détecteurs et du dernier rapport de vérification du bon fonctionnement des détecteurs.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours